



Déclaration préalable de la FSU Oise CTSD du mardi 7 avril 2015

La réunion du CTSD se déroule quelques jours après le résultat des élections départementales. Nous ne pouvons pas ne pas les commenter. Le premier tour avait déjà été marqué par un score élevé du front national, le second l'est également, certes dans une moindre mesure, mais a permis l'élection de quatre conseillers départementaux du FN. Pour la FSU, le front national est un parti promoteur d'idées xénophobes et racistes qui sapent les fondements de la vie collective et de notre modèle social. Un parti qui stigmatise, qui oppose les salariés et travailleurs et n'apporte pas de réponses aux attentes légitimes concernant l'emploi, les salaires, la retraite, les services publics, la protection sociale, les droits sociaux, la justice fiscale... Et nous le rappelons, un parti profondément réactionnaire qui vient de voter contre le droit à l'avortement au parlement européen et de s'opposer aux préconisations exigeant l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Contre ces idées, il faut porter l'exigence d'une autre politique économique et sociale, construire pour redonner des repères collectifs et permettre le vivre ensemble.

Ces derniers temps, l'école, sans avoir été au centre des moyens a été au cœur des attentions, parfois pointée du doigt au lendemain des attentas à Charlie Hebdo et à l'hyper casher. Depuis ces évènements, la ministre multiplie les interventions et les effets d'annonce : sur le numérique, la laïcité, les valeurs de la République, le harcèlement, le développement durable...

Un véritable rideau de fumée médiatique est développé pour masquer les difficultés quotidiennes de l'école et des enseignants : pas de moyens pour alléger les effectifs, pour abonder le remplacement, pour reconstituer les RASED décimés, pour la formation continue, le PMC, l'accueil des moins de 3 ans... L'austérité frappe aussi l'école. Il y a urgence à investir dans l'école et les services publics et ce ne sont pas les 2511 postes supplémentaires qui suffiront à pallier à cela.

Sur ces 2511 postes, notre département se voit doté de seulement 35 emplois supplémentaires. Insuffisants pour faire face à la hausse démographique et répondre aux priorités ministérielles (TPS, PMC...) mais également pour répondre à l'urgence départementale des 4000 journées de classes non remplacées et la suppression d'un bon nombre de journées de stage de formation continue. C'est inadmissible pour le service public, les équipes, les parents et les élèves.

Ensuite, le nouveau calendrier scolaire voté fait à nouveau la part belle aux professionnels du tourisme. Le ministère maintient 3 zones collées aux périodes d'enneigement ce qui génère un 3^{ème} trimestre bien trop long. La montagne passe avant les enfants surtout quand cela ne concerne que 8% des familles en France. La FSU considère que le débat sur le calendrier scolaire a été mené par à coups, sans réflexion globale. L'année scolaire restera toujours aussi déséquilibrée entre périodes scolaires et périodes de repos.

Pour le second degré, la réforme du collège qui se profile va fragiliser plus encore la structuration par discipline, sans aucune certitude d'une amélioration notable pour les élèves. De plus, ce dispositif des EPI a déjà été essayé avec les IDD, qui ont fait la preuve de leur inefficacité, et ont, au bout du compte, occasionné la suppression des heures qui y étaient affectées... On peut également regretter que le ministère revienne sur ses engagements concernant les ORS.

Pour ce qui est des opérations de carte scolaire, la FSU Oise affirme son opposition avec :

- La suppression des postes d'ESAP sur des futurs ex RRS de Mouy et Crèvecœur le Grand. La ministre a annoncé le maintien des moyens, cela doit concerner ces postes.
- La multiplication des fusions d'écoles sans autre logique que celle de la réduction des dépenses pour les collectivités locales, où les familles, élèves et enseignants sont oubliés. De plus, nous vous demandons la communication des enquêtes d'impacts rédigées par les

IENT ainsi que l'avis des conseils d'école concernés (Beauvais Lebesgue/Prévert ou Senlis Beauval/L'Argillère en maternelle et élémentaire)

- La fermeture de l'école d'Eragny-sur-Epte (2 classes). C'est une nouveauté dans notre département de non pas brader les services publics mais de les disloquer. C'est inadmissible.
- Aux suppressions de postes dans les RASED. Il faut reconstruire les RASED en implantant de nouveaux moyens.
- A la fermeture programmée des SEGPA de Brenouille et Crépy-en-Valois et s'inquiète toujours de l'avenir de la prise en compte de la grande difficulté scolaire au regard du projet de circulaire SEGPA...

De plus, la FSU Oise demande de la clarté sur les écoles où seront implantés des moyens UPEAA.

La FSU Oise demande également à Madame l'Inspectrice d'Académie une attention particulière sur les situations suivantes :

- Le réseau des ULIS : sur un secteur comme celui de la circonscription de Méru, les collègues et familles sont extrêmement inquiets pour des élèves qui doivent être orientés en ULIS mais qui, faute de place, sont soit maintenus en CLIS (il semblerait d'ailleurs que ces maintiens ne soient plus possibles ?) soit inscrit en 6^{ème} ordinaire avec, voire sans, AVS. Il y a nécessité d'informer clairement parents, enfants et enseignants car les réponses de l'administration sont soit inexistantes, soit insatisfaisantes. Dans ce cadre, pouvez-vous nous indiquer le nombre d'enfants ayant une orientation en ULIS pour la rentrée prochaine et le nombre d'enfants inscrits sur la liste d'attente.

- Le réseau des établissements médico-sociaux : des listes d'attentes sont de plus en plus importantes : jusqu'à 3 ans. Cette situation, singulière à l'Oise, n'est pas admissible et est incompréhensible pour les familles et les enseignants. Il y a nécessité d'ouvrir des postes d'enseignants sur ces établissements.

Enfin, les salaires des enseignants et des personnels de l'éducation nationale n'ont jamais été aussi bas ; m@gistère se met en place et isole toujours plus les enseignants, les perspectives de mutations sont extrêmement réduites, le temps de travail invisible continue d'augmenter (44 heures hebdomadaires selon une dernière étude) et n'est toujours pas reconnu.

Pour finir, jeudi 9 avril, l'intersyndicale CGT-FO-Solidaire-FSU a appelé les personnels à faire grève et à manifester à Paris : c'est une première réponse aux politiques d'austérité que notre pays subit comme ailleurs en Grèce ou en Espagne, ainsi qu'à la loi Macron. C'est aussi l'exigence de politiques alternatives en matière d'emplois, de salaires, de conditions de travail, de services publics...